

tenue sous la présidence de Monsieur Bouchardon, assisté(e)
de Monsieur Terras et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Grondin, Rapporteur public
Madame Lecompte, Greffière

09 heures 15

01)	DOSSIER N° 2601103	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF - demande d'annuler l'arrêté du 15 janvier 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a obligé de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours à destination des Comores et interdiction de retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	CABINET DGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
02)	DOSSIER N° 2601298	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 31 décembre 2025 par lequel le préfet du Finistère lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligée de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Thaïlande comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 15

03)	DOSSIER N° 2600934	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	OQTF - demande d'annuler l'arrêté du 15 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère a rejeté la demande de délivrance d'un titre de séjour, l'a obliger à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de l'Angola avec interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
04)	DOSSIER N° 2601144	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 28 novembre 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Sénégal comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BALLOUL Raphaël
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
05)	DOSSIER N° 2600958	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 23 juin 2025 par lequel le préfet des Côtes-d'Armor lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Cameroun comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de trois ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SELARL D'AVOCATS MEZIN (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

09 heures 15

06)	DOSSIER N° 2600820	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 13 mars 2025 par lequel le préfet des Côtes-d'Armor lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Mongolie comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
07)	DOSSIER N° 2601146	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 19 janvier 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligée de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Maroc comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SEMLALI Nawal
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
08)	DOSSIER N° 2600821	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 16 mai 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Guinée comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

09)	DOSSIER N° 2600823	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 21 mai 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Géorgie comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
10)	DOSSIER N° 2600935	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 7 janvier 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Algérie et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur BENKHALED Mohamed	Maître LE ROUGE DE GUERDAVID Alix (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
11)	DOSSIER N° 2600936	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 26 mai 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Maroc comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	

tenue sous la présidence de Monsieur Bouchardon, assisté(e)
de Monsieur Terras et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Grondin, Rapporteur public
Madame Lecompte, Greffière

10 heures 45

01)	DOSSIER N° 2306840	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° DP0291352300059 du 7 août 2023 par lequel le maire de la commune de Loctudy ne s'est pas opposé à la déclaration préalable présentée pour la création d'une terrasse, la pose de claustras en limite de propriété, la construction d'un mur de clôture comprenant un portail et le changement du sens de la pente de l'extension sur un terrain.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	COMMUNE DE LOCTUDY Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR Monsieur
02)	DOSSIER N° 2306797	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC0291882200045 du 13 octobre 2023 par lequel le maire de la commune de Plougasnou a accordé un permis de construire une maison individuelle avec garage accolé sur un terrain	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LECLERCQ Vincent
Défendeur	COMMUNE DE PLOUGASNOU Madame	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR Madame

10 heures 45

03)	DOSSIER N° 2306632	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler le certificat d'urbanisme n° CU0291992300056 du 16 juin 2023 par lequel la maire de la commune de Plouigneau a certifié que le terrain, cadastré section AH n° 266, situé 71 rue de la Gare ne pouvait pas être utilisé pour le détachement d'une parcelle en vue de la construction d'une habitation	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître
Défendeur	SCI ABO DE LA GARE COMMUNE DE PLOUIGNEAU	Maître SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
04)	DOSSIER N° 2306565	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Terras
Titre de l'affaire	Demande de condamner la commune de Fouesnant à l'indemniser des préjudices subis en raison des fautes commises par cette collectivité dans la délivrance d'informations erronées concernant la constructibilité du terrain.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	Madame COMMUNE DE FOUESNANT	M. le bâtonnier BUORS Franck SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
05)	DOSSIER N° 2406058	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté du 25 mars 2024 de la Préfecture du Finistère ordonnant de réaliser dans un délai de 9 mois une liste de travaux portant sur une situation d'insalubrité du logement du 1er étage de l'immeuble 20 rue du Général Lambert sur la commune de Carhaix-Plouguer	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame Madame Madame	SOCIETE D'AVOCATS BAZIRE BOULOUARD SOCIETE D'AVOCATS BAZIRE BOULOUARD SOCIETE D'AVOCATS BAZIRE BOULOUARD
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	AGENCE REGIONALE DE SANTE BRETAGNE	

10 heures 45

06)	DOSSIER N° 2205861	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	demandent d'annuler l'arrêté n°A-2022-064 du 30 mai 2022 du maire de Plonevez-Porzay en tant qu'il autorise le fonctionnement de la station de lavage tous les jours de 8h à 22h et d'annuler la décision implicite du 20 septembre 2022 valant rejet de son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE PLONEVEZ PORZAY	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
Observateur	SARL LB AUTO LAVAGE	M. le bâtonnier BUORS Franck
07)	DOSSIER N° 2302560	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC05625122Y0041 du 9 mars 2023 par lequel le maire de la commune de la Theix-Noyallo a refusé d'accorder un permis de construire un chenil comportant deux bâtiments sur un terrain.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	P & A
Défendeur	COMMUNE DE THEIX-NOYALO PREFECTURE DU MORBIHAN	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
08)	DOSSIER N° 2302770	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demandent d'annuler la délibération du 6 décembre 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune d'Arradon a approuvé la modification n° 2 du plan local d'urbanisme communal, en tant qu'elle ouvre à l'urbanisation du secteur de Grand Pré	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT DES ARRADONNAIS Monsieur	Maître MATEL Pierre-Yves Maître MATEL Pierre-Yves
Défendeur	COMMUNE D'ARRADON	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP

10 heures 45

09)	DOSSIER N° 2302771	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler la délibération du 6 décembre 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune d'Arradon a approuvé la déclaration de projet valant mise en comptabilité du plan local d'urbanisme pour l'ouverture de l'urbanisation du secteur de Hent Bihan	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT DES ARRADONNAIS	Maître MATEL Pierre-Yves
	Monsieur	Maître MATEL Pierre-Yves
Défendeur	COMMUNE D'ARRADON	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
10)	DOSSIER N° 2302960	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler la délibération du 6 décembre 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune d'Arradon a approuvé la déclaration de projet valant mise en comptabilité du plan local d'urbanisme pour l'ouverture de l'urbanisation du secteur de Hent Bihan	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
	Madame	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
	Madame	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
	Monsieur	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
	Monsieur	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
Défendeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
	COMMUNE D'ARRADON	

10 heures 45

11)	DOSSIER N° 2505487	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	demandent d'annuler l'arrêté du 11 février 2025 du maire de Meillac portant retrait de la décision du 12 décembre 2024 sur une demande de classement d'un meublé de tourisme et la décision implicite du 7 juin 2025 du maire de Meillac rejetant son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	EURL IMMOBILIERE TOURNEBRIDE	
	EURL SAP SAAD	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
Défendeur	COMMUNE DE MEILLAC	
12)	DOSSIER N° 2407657	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	demande d'annuler la décision du 12 décembre 2024 du maire de Meillac rejetant sa demande d'abrogation de l'arrêté de fermeture administrative de l'établissement de Tournebride à Meillac	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET D'AVOCATS VIA
	IMMOBILIERE TOURNEBRIDE	CABINET D'AVOCATS VIA
	SAP SAAD TOURNEBRIDE	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	COMMUNE DE MEILLAC	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
13)	DOSSIER N° 2507103	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 23 septembre 2025 par laquelle le maire de la commune de Meillac a rejeté sa demande d'obragtion de l'arrêté municipal n° 08/12/2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	EURL IMMOBILIÈRE TOURNEBRIDE	CABINET D'AVOCATS VIA
	EURL DAP-SAAD TOURNEBRIDE	CABINET D'AVOCATS VIA
	Madame	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	COMMUNE DE MEILLAC	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
Observateur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

